



COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 27 AVRIL 2022

En visioconférence

B.O n° 2541

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Secrétaire général adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-président(e)s	Lazreg BENELHADJ Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER

Excusées :

Vice-Présidentes	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN
------------------	--

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjoint	Agnès BERTHET
Collaboratrice Président, responsable MG	Valérie GICQUEL
Responsable de la coordination des instances	Magali TAPRET

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

Avant de passer aux différents points de l'ordre du jour, Gilles Séfonale évoque les derniers Championnats de France tenus à Limoges du 5 au 10 avril dernier. Il se réjouit des résultats des jeunes qui ont bien performé avec une très belle équipe de France qualifiée pour les Championnats du Monde à Budapest. Quelques nageurs ont préféré cependant en raison de leur état de forme et de leur jeunesse se consacrer pour les Championnats d'Europe. L'important travail entrepris se poursuit notamment par Jacco Verhaeren avec le suivi des entraîneurs des CAF et cela se passe bien.

En ce qui concerne l'ANS, il évoque leur position vis-à-vis du Water-Polo féminin et du Plongeon, notamment en demandant à la Fédération de se concentrer uniquement sur les disciplines qui affichent des résultats ; ils se disent néanmoins enchantés des résultats et notamment ceux de l'INSEP.

1. Validation des feuilles de route des compétences

- *Feuille de route du cercle de compétence « Systèmes d'information » (en annexe)*

Cette feuille de route est validée par le Bureau.

▪ *Feuille de route du cercle de compétence « Plongeon » (en annexe)*

Cette feuille de route est validée par le Bureau.

2. Réunions des cercles de compétence

▪ *Premiers retours sur le Conseil consultatif des Clubs – réunions des 4 et 16 février 2022 (en annexe)*

Stéphane Metzger présente l'état d'avancement du Conseil consultatif des Clubs avec la mise en place de la méthodologie et la définition de problématiques prioritaires.

De manière globale les problèmes ne se limitent pas à la Fédération, mais concernent également les ligues.

Un état des lieux a été effectué sur les constats et difficultés rencontrés par les clubs :

- Les clubs s'estiment éloignés des problématiques fédérales
- Les modifications récurrentes (labellisation, règlement sportif, etc) troublent le message fédéral
- Pas d'outil de communication direct
- Difficulté pour appréhender le fonctionnement fédéral et les personnes ressources
- Décalage entre les projets fédéraux et les attentes des clubs

La frustration des clubs se situe essentiellement dans le manque d'écoute et de compréhension de leurs difficultés.

4 thématiques prioritaire ont été retenues et un échéancier à court, moyen et long terme défini :

- Swim Community : quelles évolutions attendues de la plateforme de gestion des clubs ?
- Communication & problématiques des clubs : quelles sont les problématiques récurrentes de nos clubs ? Comment communiquer ?
- Gestion des piscines : face aux DSP, comment devenir un acteur majeur ?
- Centre Fédéral de Ressources : Comment permettre aux clubs d'accéder aux ressources de la Fédération et des Ligues ?

Lazreg Benelhadj se réjouit de cette présentation très claire.

- Sur le CFR et sur le canal fédéral, il s'inquiète d'une relation directe mise en place entre les clubs et la Fédération car la Fédération ne peut gérer 1300 clubs en direct qui se tournera fatalement vers les ligues, avec le risque d'une perte d'information que cela peut générer. Ce projet risque donc d'être contreproductif. Le système ascendant est préférable au descendant.
- Sur les visioconférences évoquées, il fait part des excellents retours des clubs sur cette initiative qui ont apprécié la diffusion de l'information en direct. Il remercie Julien Issoulié à cet égard.
- Quant à la délégation de service public, le sujet n'est pas simple bien au contraire. Le risque est que certains clubs se précipitent sur le sujet sans préparation suffisante et se retrouvent face à un échec. Les résultats peuvent être contreproductifs et les clubs peuvent en subir les conséquences en raison de la mauvaise publicité qui en découlera.

Stéphane Metzger rejoint tout à fait les propos de Lazreg sur le canal de communication. Le constat est que les clubs se dirigent en priorité vers les personnes ressources qu'ils connaissent. Aussi, si nous arrivons à mettre en responsabilité une personne bien identifiée au sein des Départements et des Ligues pour l'accompagnement des clubs, cela évitera le passage par le canal fédéral. En ce qui concerne les DSP, l'idée serait de travailler sur une « fusée à plusieurs étages » dont un accompagnement du club indispensable et rassurant. Plus les clubs obtiendront et réussiront leur DSP, plus nous serons forts.

Bernard Dalmon s'interroge sur le panel de clubs représentés dans ce Conseil Consultatif. S'agit-il de présidents de club ou de salariés ? Il constate en effet que lors des réunions régionales, sur le PSF par exemple, très peu de Présidents sont présents et se font représenter par leurs Trésoriers, SG ou salariés. Le discours n'est pas le même en fonction des intervenants.

Stéphane Metzger répond qu'il s'agit d'une population assez hétérogène, essentiellement composée de dirigeants de clubs ou membres du CD. Les différentes thématiques les intéressent énormément.

Patrick Perez insiste sur la pertinence de ce document ; il partage l'idée que lorsque l'on pose un problème, on y répond déjà à moitié. Est-ce que l'item « Les clubs s'estiment éloignés des problématiques fédérales » ne devrait pas être renommé par « les clubs estiment que la FFN est éloignée des problématiques des clubs » ? D'autre part, combien de clubs ont postulé et compose ce CCC ?

Stéphane Metzger précise bien que les clubs estiment que la FFN est éloignée de leurs problématiques. 60 clubs ont participé au CCC et une dizaine de clubs ont été répartis par groupe.

Philippe Briout revient sur la DSP. La recherche de l'information est de diverses natures et divers degrés. Répondre à une DSP n'est pas si simple, notamment du point de vue juridique qui est toujours évolutif. Une réserve néanmoins par rapport à son expérience professionnelle et personnelle en la matière : délivrer une information simple sur des sujets aussi complexes n'est pas chose aisée. Il remercie Stéphane Metzger pour le travail réalisé.

Gilles Sezionale salue également ce travail et rebondit sur les propos de Philippe Briout. Il appartient à toutes les ligues de créer ce lien et d'être à l'écoute de ses clubs. Certes un déficit de communication existe, mais les clubs ne se rendent pas compte de tout le travail effectué pour eux par la Fédération, Ligues et Départements inclus (organisation des compétitions, gestion des ligues et CD...).

Stéphane Metzger : il est indispensable de trouver des temps d'échanges pour démystifier cette situation.

Laurent Ciubini ajoute que la FFN doit être l'expertise en lien avec les ligues et départements afin de répondre notamment aux problématiques de la DSP, en identifiant des ressources spécifiques en son sein.

Le Bureau valide le document présenté.

■ ***Procès-verbal du cercle de compétence Juges et Arbitres en date du 21 mars 2022 (en annexe)***

Denis Cadon met l'accent sur le sujet structurant et très lourd des modalités retenues pour la mise en œuvre dès la saison 2022-2023 du décret 2021-758 du 11 juin 2021 relatif à l'intégration dans la formation des arbitres et juges des fédérations agréées d'une sensibilisation à la lutte contre l'arrêt cardiaque et aux Gestes Qui Sauvent (GOS). Une note explicative sera prochainement adressée aux ligues. Sa diffusion sera suivie d'une réunion en visioconférence à l'attention des référents régionaux pour préciser et échanger sur la mise en œuvre de cette nouvelle obligation réglementaire.

Il précise que les officiels ou candidats officiels déjà titulaires d'une qualification aux premiers secours (PSC1 ou équivalent) ou d'une attestation de sensibilisation aux gestes qui sauvent sont dispensés.

La sensibilisation aux GOS est assurée par des organismes agréés ; sa durée est de 2 heures et donne lieu à la délivrance d'une attestation. Les ligues régionales, en lien avec les comités départementaux selon les délégations qu'elles ont données, sont responsables de la mise en œuvre de cette obligation réglementaire.

Jean-Luc Manaudou estime qu'il s'agit d'un sujet incontournable. Au bord des bassins tous les entraîneurs maîtrisent les gestes qui sauvent et sont diplômés, cela ne suffit-il pas ? quelle est la valeur de ces diplômes ? Cette nouvelle obligation ne va-t-elle pas rebuter bon nombre de futurs officiels ?

Denis Cadon répond que la Fédération a bien tenté de s'affranchir de cette obligation eu égard aux impacts potentiels sur l'animation des bénévoles et en particulier le recrutement des officiels, en mettant en évidence la particularité de notre milieu. Il est par ailleurs personnellement intervenu à plusieurs occasions auprès de l'Association Française du Corps Arbitral Multisports (AFCAM) pour attirer l'attention sur les dégâts collatéraux de cette nouvelle disposition. Mais il s'agit d'une décision législative à laquelle la fédération ne peut se soustraire. Un niveau minimum d'entrée a été défini à partir duquel cette formation sera exigée. Considérant que de nombreux licenciés peuvent être titulaires d'une qualification de « premiers secours » à titre personnel ou professionnel, un recensement des personnes déjà formées sera établi via l'espace personnel « Officiel » sous Extranet

Une prise en charge de cette formation peut être demandée.

A noter qu'une autre Loi est passée depuis sur la laïcité mais nous ne nous sommes pas engagés dans cette voie pour l'instant.

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***Procès-verbal du cercle de compétence Natation Artistique en date du 23 mars 2022 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***1^{ère} réunion sur le fonds de dotation Water-Polo en date du 7 avril 2022 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

3. Modifications statutaires et réglementaires

Dominique Cupillard informe que le 2 mars dernier, la Loi pour la démocratisation du sport en France a été promulguée avec des conséquences pour les fédérations impliquant des modifications statutaires et réglementaires.

Laurent Ciubini présente les principales propositions de modifications statutaires et réglementaires proposées par le cercle de compétence juridique réuni le 20 avril dernier ; notamment sur 16 points qui amènent à débat et impactent de manière significative les Statuts Fédéraux, le Règlement Intérieur, le Règlement Financier, les Statuts types des Ligues, les Statuts types des Départements et le Code Electoral. En complément de la Loi du 2 mars 2022, la publication de la Loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 conforte le respect des principes de la République par la consécration statutaire de la souscription du contrat d'engagement républicain, consacré dans le préambule des Statuts FFN.

- ✓ **Fin du Certificat Médical de Non Contre-Indication obligatoire pour les licences non « Compétition » et production d'un unique CMNCI en début de majorité puis d'une attestation de réponse négative au QS – Sport en cas de renouvellement de licence**

Le Cercle de compétence Médical propose la présentation d'un certificat médical lors de la prise de licence « Compétition », « Compétition estivale » ou « Eau Libre Promotionnelle », puis pour le renouvellement de licence, sans discontinuité dans le temps avec la précédente, le renseignement d'un questionnaire de santé. Pour la pratique de la Natation en Eau Froide/Glacée, la délivrance d'une licence est subordonnée à la présentation d'un certificat médical datant de moins de 3 mois attestant d'un examen médical spécifique à la discipline par un cardiologue ou un médecin du sport et à la présentation d'un examen médical incluant un électrocardiogramme (ECG) dans les 3 mois précédant la compétition.

Lazreg Benelhadj quid de la RGPD sur les aspects médicaux du questionnaire ?

Dominique Cupillard précise que le questionnaire existe déjà.

Pour tout changement de club, un nouveau certificat médical doit évidemment être présenté.

Le bureau valide cette proposition.

- ✓ **La représentation strictement paritaire au sein du CODIR FFN à partir de 2024 et au sein des CODIR des Ligues Régionales à partir de 2028**

La Loi instaurant une stricte parité au sein du CODIR FFN à partir de 2024 et au sein des CODIR des LR à partir de 2028, il est proposé :

Pour la Fédération :

- Instauration d'une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes sur les listes candidates avec une alternance obligatoire homme/femme ou femme/homme dans l'ordre dans lequel les candidats y sont inscrits.

Pour les Ligues Régionales :

- Instaurer une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes à compter des élections de 2028.

- Prévoir une disposition transitoire à compter de 2024 obligeant les LR à respecter une représentation paritaire des hommes et des femmes, de telle sorte que chacun des genres bénéficiera d'au moins 40% des sièges.

Benjamin Mercier s'inquiète du manque de candidature féminine au sein des ligues.

Laurent Ciubini : si les Comités Départementaux sont exclus de cette Loi, elle sera imposée aux Ligues en 2028. Un homme ne pourra remplacer une femme. Le CODIR sera donc réduit.

Jean-Luc Manaudou informe qu'en Ligue Aura l'obligation du 40/40 existe déjà. De fait, le nombre d'hommes est réduit.

Laurent Ciubini précise que ce n'est pas le cas dans toutes les ligues.

Denis Cadon se dit farouchement opposé aux quotas mais ne comprend pas que nous accordions un délai aux Ligues alors que nous l'imposons à la Fédération.

La préconisation pour les ligues est donc une disposition transitoire à 40% des sièges à compter de 2024.

Le Bureau valide cette proposition.

- ✓ **Election de 6 nouveaux membres du CODIR représentant les sportifs de haut niveau, entraîneurs et arbitres (2 membres par corps) tous élus respectivement par leurs pairs**

Si cette mesure est appliquée nous passerons à 38 membres du Codir. La question posée est d'éventuellement réduire le nombre de membres du CODIR et de passer de 32 à 30 ou 28 membres afin de ne pas alourdir cette instance.

Un large débat s'instaure sur cette question pour laquelle il est difficile de trouver une réponse qui réponde à tous les paramètres soulevés.

Benjamin Mercier estime que réduire le nombre de membres du CODIR peut poser problème en termes de taux de participation, considérant l'absentéisme des athlètes de Haut Niveau. Au sein de sa propre ligue, il constate que les athlètes de HN s'impliquent peu.

Joël Pineau demande si ces personnes feront partie des 32 ?

Laurent Ciubini : non car elles seront élues en amont, en dehors des listes, par leurs pairs.

Julien Issoulié se demande comment seront désignées ces représentants compte tenu du fait que nous avons 5 disciplines ? Le risque est de n'avoir que des nageurs. Il faudrait penser à l'avenir en mettant en place des garde-fous afin qu'ils ne soient pas tous issus de la même discipline.

Laurent Ciubini précise qu'il s'agit d'un vote parmi le corps. Tout le monde vote pour tout le monde. Il pourrait cependant être possible d'imposer que les 2 représentants de chaque corps soient issus d'au moins deux disciplines différentes. Il est également possible de désigner des athlètes qui ne sont plus en activité.

Denis Cadon : il serait alors possible d'imposer un arrêt maximum de deux olympiades.

Stéphane Metzger estime qu'au-delà du nombre de représentants, il est indispensable qu'ils participent aux réunions et de pouvoir évincer les élus qui n'y participent pas.

Laurent Ciubini rappelle que la règle existe à la FFN et qu'au bout de 3 absences non justifiées, les membres peuvent être exclus du CODIR.

Jean-Luc Manaudou souligne que ce type de nouvelle règle existe déjà pour les délégués des ligues aux AG.

La règle de la démocratie doit s'appliquer tout comme la proportionnelle.

Il est proposé de retenir 30 membres du CODIR + 6, qui seront élus en amont.

Le Bureau valide cette proposition.

- ✓ **Obligation pour le CODIR de se prononcer sur le principe et le montant des indemnités allouées au président, secrétaire général et trésorier au titre de leurs fonctions**

La Loi dispose que le CODIR doit se prononcer, « dans un délai de deux mois à compter de l'élection de son président, sur le principe et le montant des indemnités allouées à celui-ci au titre de l'exercice de ses fonctions ».

Il est donc obligatoire de prévoir cette disposition statutairement. En outre, puisque l'article 13 du Règlement Intérieur FFN prévoit que « l'exercice des fonctions dévolues au Président, au Secrétaire Général et au Trésorier de la FFN peut justifier le versement d'une rémunération en respect des textes légaux et réglementaires en vigueur », le principe et le montant des indemnités éventuellement allouées à ceux-ci sont décidés par le CODIR également.

La proposition serait de l'annoncer en amont dans le manifeste de la liste.

Lazreg Benelhadj : que se passe-t-il si le candidat ne la précise pas dans son manifeste mais seulement une fois élu ?

Laurent Ciubini répond que cela doit être présenté en Codir qui peut ou pas le refuser.

Jean-Luc Manaudou rappelle que dans les statuts régionaux il est prévu que le Président ne soit pas rémunéré.

Laurent Ciubini répond qu'effectivement, seuls les statuts de la Fédération devront le préciser.

Philippe Briout demande s'il s'agit d'une posture de liste ?

Laurent Ciubini répond qu'effectivement oui.

Le Bureau valide cette proposition

✓ Limitation du nombre de mandats de président de la FFN et d'une LR à trois maximum

Aujourd'hui la Loi prévoit un nombre de mandats de président de la FFN et de président d'une LR à trois maximum.

En revanche, ni les Statuts FFN ni les Statuts des LR ne prévoient la nouvelle limitation à trois mandats maximum des présidents de LR.

Il est donc proposé de prévoir dans les Statuts FFN et dans les Statuts-types applicables obligatoires aux LR que « nul ne peut exercer plus de trois mandats, consécutifs ou non, au poste de Président » de la FFN et de la ligue régionale.

Jean-Luc Manaudou rappelle que Gilles Sezionale a été élu sur la foi de son projet de gouvernance qui comportait entre autres éléments de modernisation la limitation à deux mandats. Il ne voit donc pas l'intérêt aujourd'hui de modifier les statuts et d'élargir à 3 le nombre de mandats. Une telle modification entrerait en conflit avec les convictions listées dans le projet de gouvernance de Gilles exprimées dans le document de campagne.

Laurent Ciubini explique que ces deux sujets doivent être décorrélés de l'actuel Président.

Lazreg Benelhadj : il s'agit de s'aligner sur les préconisations du Ministère et de ne pas être une Fédération à la marge.

Stéphane Metzger demande si cette réglementation s'applique exclusivement au Président ?

Laurent Ciubini répond que oui.

Denis Cadon se dit favorable à se caler sur la Loi car il estime que 3 mandats permettent d'asseoir une compétence, notamment au niveau international.

Benjamin Mercier rejoint les propos de Denis sur le côté international visant à asseoir une notoriété ou une reconnaissance de compétence internationale.

Pour Dominique Cupillard également il s'agit de s'aligner sur les autres Fédérations.

Jean-Luc Manaudou met l'accent sur le fait que l'accès à un mandat international n'est pas impossible puisque c'est le cas actuellement pour la FFN.

Patrick Perez : il faut déconnecter cette proposition du cas particulier ; nous parlons d'une réforme institutionnelle.

Gilles Sezionale précise que les récentes élections Len et Fina ont bénéficié de conjectures particulières et exceptionnelles qui ne se représenteront pas forcément dans le futur.

Bernard Dalmon se dit favorable à se caler sur la Loi dans nos Statuts.

Philippe Briout, Joël Pineau et Dominique Lagier sont également de cet avis.

Stéphane Metzger rejoint ces propos et rappelle qu'il s'agit d'une élection démocratique et qu'au final ce sont les clubs qui décident.

Estimant que la nouvelle modification statutaire proposée n'est au final qu'une adaptation au regard de la législation en vigueur et de la nouvelle Loi sur le sport promulguée récemment., ***le bureau valide cette proposition à l'unanimité, sauf Jean-Luc Manaudou.***

✓ **Extension de l'obligation de déclaration de situation patrimoniale et d'intérêts déjà effective pour le président de la FFN aux vice-présidents, trésorier et secrétaire général et leurs adjoints**

La Loi élargit le champ d'application *ratione personae* de l'obligation de déclaration de situation patrimoniale et d'intérêts déjà effective pour le président de la FFN aux « vice-présidents, trésoriers et secrétaires généraux ».

En premier lieu, afin d'englober le plus d'élus possibles dans cette démarche administrative, il est proposé d'englober dans ce champ d'application les « adjoints », à savoir Secrétaire Général(e) Adjoint(e) et Trésorier(e) Général(e) Adjoint(e).

Benjamin Mercier demande si ces renseignements sont consultables par tous ?

Jean-Luc Manaudou : la haute autorité fonctionne depuis longtemps et a pour vocation de savoir si les politiques s'enrichissent en faisant de la politique.

Denis Cadon et Jean-Luc Manaudou estiment que l'application stricte du cadre de la Loi est suffisante.

Le Bureau ne valide pas cette proposition.

Plusieurs modifications statutaires et réglementaires sont ensuite présentées, suite aux propositions du Comité d'Éthique et de Déontologie faites au Cercle de compétence Juridique.

✓ **Interdiction du cumul des mandats entre FFN et LR et lutte contre les risques d'atteinte à la probité**

Le cumul des mandats étant ciblé par l'opinion publique dans la vie politique française, le CED a préconisé de rendre incompatibles entre eux les mandats de présidents des CD, des LR et de la FFN. Sans aller jusque-là au regard de la crise du bénévolat qui fait rage au sein du milieu sportif associatif, il est proposé de rendre incompatible entre eux les mandats de présidents des Ligues Régionales et de la FFN.

Gilles Sezionale et Philippe Briout mettent l'accent sur l'importance de la notion d'expérience du terrain, essentielle à l'exercice de la fonction de Président d'une Fédération. Philippe Briout estime quant à lui que cette proposition revêt un caractère suspicieux qu'il trouve malsain.

Denis Cadon : la boucle Président de club, de Ligue puis de Fédération est importante, sinon nous sommes hors-sol.

Jean-Luc Manaudou : si l'expérience acquise est effectivement importante, il estime personnellement que le cumul est très compliqué car il est difficile de passer du temps dans les deux structures. On ne peut être opérationnel dans le cumul des fonctions qui par ailleurs peut assécher les ambitions d'autres candidats bénévoles.

Stéphane Metzger : limiter le cumul du bénévolat n'est pas pertinent car nous n'avons rien à y gagner.

Lazreg Benelhadj rejoint les propos de Jean-Luc Manaudou car il estime difficile de présider les 2 instances fédérales et régionales.

Gilles Sezionale rejoint ces propos. L'expérience acquise est primordiale mais il faut être lucide sur le cumul des mandats qui est difficile à gérer.

Denis Cadon se dit opposé à cette restriction. Personne jusqu'alors ne se pose la question sur le travail rémunérateur du dirigeant et de la manière dont il s'organise pour répondre à son mandat de bénévole.

Le Bureau ne valide pas cette proposition - 1 abstention : Lazreg Benelhadj

✓ **Augmentation du nombre de ligues devant être représentées au sein de chaque liste candidate aux élections fédérales**

Déjà fixée à cinq minimum par décision de l'Assemblée Générale de la FFN du Pouliguen en 2021, le CED souhaite aller plus loin dans la diversité géographique de ligues régionales devant être représentées au sein de chaque liste candidate, à savoir un minimum de 7 ligues régionales doivent être représentées au sein de chaque liste.

Jean-Luc Manaudou : pourquoi 7 et pas 8 ?

Laurent Ciubini répond qu'il s'agit simplement d'une question de représentativité sur les territoires.

Le Bureau met ce sujet en suspens dans l'attente d'explications complémentaire lui permettant de statuer.

- ✓ **Financements interdits : interdiction faite aux candidats de bénéficier de dons, de biens, de services ou d'autres avantages provenant du microcosme fédéral pendant la campagne électorale**

Toujours dans l'objectif de garantir le caractère démocratique du fonctionnement de la FFN et ses corollaires une loyauté et une égalité de traitement des candidats, le CED souhaite assainir la campagne électorale au maximum en écartant tout avantage donné aux élus du CD, de la LR et de la FFN en place.

Jean-Luc Manaudou estime que cette disposition peut constituer un frein financier pour le candidat qui n'aurait pas de moyens suffisants. Et quid du contrôle ?

Benjamin Mercier estime que cette mesure peut également créer une concurrence déloyale entre le candidat sortant et le nouveau candidat.

Le Bureau estime que la philosophie de cette proposition n'est pas en adéquation avec la réalité du terrain et soulève des problèmes qui n'existent pas.

Le Bureau ne valide pas cette proposition.

- ✓ **Abaissement du résultat minimal d'une liste pour la répartition des sièges au CODIR**

Le CED a estimé que le plancher de 10% à obtenir fixé par les Statuts FFN pour se voir attribuer des sièges pour une liste candidate est trop élevé au regard des objectifs démocratiques que revêt l'élection du CODIR FFN. Par conséquent, il propose de baisser ce « cut » à 5% afin que les listes mêmes très minoritaires puissent avoir un représentant au sein du CODIR FFN.

Jean-Luc Manaudou : est-ce à dire que s'il y avait une deuxième liste il suffirait qu'elle fasse 5% pour qu'elle ait des représentants ? Comment s'effectue la représentativité ?

Laurent Ciubini répond que ce sera de la même façon que pour les municipales avec une répartition à la proportionnelle.

Joël Pineau : quid du calcul lorsqu'une liste fait 6% ?

Denis Cadon : ce serait dans l'hypothèse d'une 3^{ème} ou 4^{ème} liste...

Le Bureau ne valide pas cette proposition – 2 abstentions : Denis Cadon et Jean-Luc Manaudou

- ✓ **Le poids électoral des Licences Eau Libre Promotionnelle délivrées au sein des clubs FFN et de ligue doit être annulé**

Les « clubs de ligue » bénéficiant d'une réserve de voix non négligeable via la délivrance des licences « Eau Libre Promotionnelle » souffrent d'un manque d'indépendance vis-à-vis des CD et LR auxquels ils sont adossés, mais aussi revêtant une catégorie particulière d'associations ad hoc créées pour licencier des personnes participant aux activités fédérales mais non adhérents d'une autre association sportive affiliée « classique », le CED propose de ne pas leur donner un poids électoral trop substantiel qui remettrait en cause la loyauté d'une élection, qu'elle soit fédérale, régionale ou départementale.

En effet, à l'heure actuelle, comme tout autre club, les « clubs de ligue » se voient appliquer le barème « 1 licence = 1 voix » statutairement défini, en application du code du sport qui veut que les Statuts FFN prévoient que « le nombre de voix dont disposent les représentants des associations affiliées est déterminé notamment en fonction du nombre de licences délivrées, selon un barème à fixer ».

Les membres du CED ont ainsi imaginé un abaissement non négligeable du poids électoral de ces clubs de ligues en prévoyant spécifiquement un barème électoral distinct pour la licence Eau Libre Promotionnelle, comme suit :

« Il dispose d'un nombre de voix déterminé, en fonction du nombre de licences délivrées dans chaque association sportive conformément au barème « 1 licence = 1 voix » résultant de l'addition du nombre de licences au 31 août précédant l'Assemblée Elective. A titre dérogatoire, l'ensemble des licences « Eau Libre Promotionnelle » d'une même association sportive affiliée équivaut à une (1) voix ».

Denis Cadon : comment le comité a-t-il travaillé pour connaître les recommandations si c'est le cas ?
Laurent Ciubini précise qu'il ne s'agit que de recommandations. La décision appartient à l'exécutif.
Gilles Sezionale : les travaux nous ont été présentés. Nous devons écouter ces préconisations dont nous n'avons jamais eu écho avant.
Patrick Perez : dans ce cas, un club de ligue quel que soit le nombre de licences ne vaut donc plus qu'une voix.

Le Bureau ne valide pas cette proposition.

Des modifications statutaires et réglementaires sont ensuite présentées, suite aux remontées « terrain ».

✓ **Limiter le nombre de membres maximum du CODIR du CD et/ou de la LR**

Les CODIR des CD et des LR peuvent être composés de trente-deux (32) membres maximum. La question demeure donc de savoir s'il ne serait pas plus judicieux de réduire ce nombre d'élus, a minima pour les CD, en faisant un bilan des différentes missions dévolues aux CD et aux LR.

Il est ainsi proposé de prévoir un maximum :

- de seize (16) élus au sein des CODIR des CD
- et de vingt-quatre (24) élus au sein des CODIR des LR.

Après débat, le Bureau ne valide pas cette proposition.

✓ **Limiter le nombre de membres d'une même association affiliée FFN dont peut être composé le CODIR du CD et de la LR**

A ce titre le nombre de membres d'un même club au sein du CODIR de la LR serait limité à 3 sièges attribués et à 4 sièges pour un CD.

Joël Pineau estime que les ligues doivent rester souveraines dans leur choix.

Patrick Perez : ce serait plus une proportion à mettre en place.

Jean-Luc Manaudou estime que cette mesure reviendrait à trahir l'esprit d'une élection et il n'en comprend pas le sens.

Gilles Sezionale : la taille des ligues doit être prise en compte et la liberté doit être laissée à chacune.

Philippe Briout se dit d'accord sur ces propos ; néanmoins à certains échelons, des pièges peuvent intervenir donc cela donne à réfléchir.

Bernard Dalmon : afin d'éviter ce type de problème dans le règlement intérieur de sa Ligue il est stipulé « 1 candidat par club maximum ».

Après débat, le Bureau ne valide pas cette proposition.

✓ **Instauration d'une pénalité financière pour non-respect du 100% licence**

Jusqu'à maintenant seulement passible de sanctions disciplinaires, le manquement à l'obligation de licencier l'ensemble de ses adhérents par un club FFN pourra désormais faire l'objet d'une pénalité financière, bordée conjointement par les règlements intérieur et financier.

Jean-Luc Manaudou se dit plutôt opposé à cette mesure. Certains clubs de sa Ligue ont fait le choix de se tourner vers l'UFOLEP considérant l'intervention fédérale trop menaçante. Il est pour lui plus constructif d'essayer de convaincre que de réprimer.

Lazreg Benelhadj se dit favorable avec cette proposition, en complément d'une démarche forte d'accompagnement. Des solutions ont été trouvées et la dynamique de prise de licences est enclenchée en IDF, qui compte même plus de clubs affiliés.

Gilles Sezionale : la Fédération a tenté de convaincre pendant plusieurs années sans y parvenir totalement.

Le Bureau valide cette proposition.

✓ **La fin de la durée de validité « de date à date » de la licence Eau Libre Promotionnelle**

Le Bureau valide cette proposition.

✓ **Augmentation et harmonisation des taux de remboursement de frais pour les arbitres de water-polo et les bénévoles de la FFN**

Afin de répondre à l'augmentation du coût de la vie et de favoriser le bénévolat, il est proposé de rehausser :

- l'indemnité kilométrique (hors péage) due à l'utilisation d'un véhicule personnel à 0,25 € / km ;
- l'indemnité kilométrique (hors péage) due à l'utilisation d'un véhicule personnel en covoiturage à 0,35 € / km.

Le Bureau valide cette proposition.

4. Point sur les licences et sur l'arrêté des comptes 2021

Bernard Dalmon informe que le montant attribué pour l'arrêté des comptes 2021 s'élève à 4/12^{ème} de 4 424 723,80 Euros.

Point à date sur les licences :

- ✓ 315 249 licences au 26 avril 2022
- ✓ + 86 796 licences par rapport à N-1 (+37,99 %)

5. Validation de la note relative à l'augmentation de la licence

Le Bureau valide cette note qui sera présentée au Codir du 4 mai prochain.

6. Délibération du Bureau suite à l'AO relatif à l'acquisition de 12 bassins d'apprentissage

Suite au positionnement de 6 Ligues pour l'obtention de 12 bassins d'apprentissage, représentant un investissement global 1,5 M €, soutenu par le Fonds de dotation "Impact 2024" et l'Agence Nationale du Sport, un appel d'offres a été lancé par la FFN.

L'appel d'offres confirme ce budget et permettra d'installer dans les temps les 12 bassins durant la période estivale.

Pour ce projet d'acquisition, la FFN entend demander un financement de l'ANS à hauteur de 1 008 140 € (330 560 € + 330 560 € + 347 020 €) au titre du programme des équipements de proximité.

En tant qu'organe compétent du porteur de projet, le Bureau approuve à l'unanimité ce projet et le coût prévisionnel.

7. Point sur le PPF

Julien Issoulié fait un point à date sur les structures par discipline mais aussi sur le rôle des ligues dans l'animation qu'elles peuvent apporter autour de l'accession

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal

8. Point sur les Championnats nationaux et internationaux

Julien Issoulié fait un point à date sur les organisations 2022.

National

Maitres :

- ✓ Interclubs
- ✓ N2

Nation Course :

- ✓ Nationale 2 à St Raphaël
- ✓ France Elite à Limoges

Plongeon :

- ✓ Meeting à Bordeaux : organisation de très bonne facture

Natation Artistique :

- ✓ Open de France à Paris
- ✓ France N1 et Elite juniors à Tours

Water-Polo :

- ✓ 1/4 finale du champion de France Elite : Noisy – Strasbourg / Marseille - Tourcoing
- ✓ Coupe U15 filles T1 à Mulhouse : Paca gagne le 1^{er} Tournoi

International

Natation Course :

- ✓ Journée rassemblement EDF A
 - Passer du temps ensemble : Staff sportif, entraineur
 - Définir des choses en commun, point de départ d'une meilleure communication et d'échanges
 - Besoin de continuer ces actions, besoins de renforcer le leadership des entraineurs pour leur éviter de ressasser le passé

Natation Artistique :

- ✓ Open de France
 - Pas d'équipe 1 car COVID
 - Bonne performance des jeunes
- ✓ Stage des jeunes en cours à Aix-en-Provence

Plongeon :

- ✓ Open d'Italie
 - Jules et Nais : Bronze en Synchro Mixte 3m
 - Sœurs Gillet Nais et Jade gagnent le synchro dame
 - Tester de nouveaux plongeurs en compétition, se confronter
- ✓ Open Angleterre
 - Bonne expérience pour les jeunes : Baptiste (Nice) Lilou et Kaliona (Nice)

Eau Libre :

- ✓ Coupe d'Europe Eilat
 - Performances correctes mais sans plus
 - Océane 2^{ème} au 10k, Caroline gagne le 5k
 - Marco 2^{ème} du 5k et un peu plus loin avec Axel sur le 10k
- ✓ US Open
 - Axel gagne le 10k et Caroline 3^{ème}
 - Aurélie gagne le 5k et Caroline 2, Axel 2^{ème}

Water-Polo :

- ✓ Victoire en World League Messieurs en Allemagne (16/11)
- ✓ Tirage au sort des Euros (Split du 27 août au 10 septembre)
- ✓ TQCE U19 Garçons EDF qualifiée Euros U19
 - Après victoire Slovénie, Suisse et Slovaquie
 - Euro 18 au 25 septembre au Monténégro
- ✓ Finale Européenne World League à Tenerife
 - Participation EDF Dames suite au retrait des Russes
 - EDF termine 6ème après 1er match contre NED
 - Bonne expérience mais nécessité de commencer les matches avec beaucoup plus d'agressivité
 - NED/ESP/HUN/ITA/GRE/FRA
- ✓ Préparation Finale Européenne World League à Podgorica
 - FRA-MNE, HUN-ESP, SRB-GRE, CRO-ITA

Proposition du Cercle de compétence Maîtres relative à l'épreuve d'eau Libre des Maîtres

Dominique Cupillard présente la proposition du Cercle de compétence Maîtres qui prévoit une alternative à l'épreuve d'eau libre des France maîtres 2022, dont le lieu proposé n'est plus possible. Un certain nombre de lieux des étapes de la coupe de France ayant une épreuve du 3 km sera proposé aux maîtres qui le souhaitent et un classement sera fait en fin de saison en fonction des temps réalisés. Il n'est pas question de cumuler des étapes mais de participer à une étape.

Des lieux seront sélectionnés sur l'ensemble du territoire pour permettre à tous de participer.

Le Bureau valide cette proposition.

9. Proposition de vœu de la Ligue Centre Val de Loire pour l'AG 2022

Dominique Cupillard présente le vœu que la Ligue Centre Val de Loire souhaite présenter à l'adoption de la prochaine Assemblée Générale :

Proposition relative au tarif de la licence :

Afin de ne pas freiner l'adhésion des licenciés JAN qui souhaitent poursuivre une activité au sein d'un club, la Ligue Centre Val de Loire propose que les nageurs licenciés JAN puissent effectuer une transition vers une licence NPT ou compétition en ne payant que la différence entre les deux licences comme cela est validé pour une transition entre une licence NPT vers une licence compétition.

Avant de se prononcer Laurent Ciubini estime qu'il s'agit en premier lieu de s'interroger sur le pourquoi il n'existe pas de possibilité de migrer la licence JAN. Il s'agit en effet d'un bloc à part, la liaison n'existe pas, et il faut estimer la somme de travail nécessaire pour cette modification. Il serait également intéressant de connaître le taux de transformation entre les licences JAN et les licences NPT avant d'envisager quoique cela soit.

Cette proposition sera soumise au Comité Directeur du 4 mai prochain si les éléments sont reçus d'ici là.

10. Calendrier institutionnel

- **4 mai 2022 :** Comité Directeur
- **10 & 11 juin 2022 :** Assemblée Générale à Royat

En conclusion, Gilles Sézional remercie les membres du Bureau pour la richesse et la densité des débats de ce jour.

La Fédération est maintenant en attente du remaniement ministériel en espérant la constitution d'un ministère des Sports de plein exercice.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h10.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE